



**Conseil régional de Picardie**  
Session/CP du 19 Novembre 2010

### **Intervention de Christophe Porquier Au nom du groupe Europe Ecologie**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Président du CESER,  
Chers collègues,

Nous connaissons tous le contexte dans lequel doivent aujourd'hui évoluer les collectivités locales : gel des dotations de l'Etat et suppression de la fiscalité directe, malgré l'évolution mécanique des dépenses de fonctionnement qui leur reviennent. C'est une machine de guerre du gouvernement contre les collectivités locales destinée ni plus ni moins à les étrangler financièrement.

La création d'une micro-association d'élus régionaux de droite mise en place directement par l'Elysée est d'ailleurs un aveu de l'option tacticienne qui préside aux manœuvres du chef de l'Etat à l'égard des collectivités dont les électeurs n'ont pas eu le bon goût de voter pour les listes qu'il soutenait.

Mais le fond du problème ne réside pas dans les micro-associations d'élus ou les micro-partis de celles et ceux qui s'y retrouvent.

Car ce détricotage des régions et des départements est non seulement arbitraire, mais il est surtout une grande reculade par rapport à ce que les collectivités locales ont apporté au pays depuis près de trente ans, au-delà de leur couleur politique.

Qui peut contester que les collèges et les lycées ont été mieux administrés et suivis dans leurs investissements par les Conseils généraux et régionaux que par l'Etat ? La décentralisation a permis de rapprocher la décision des citoyens, elle a rendu l'action publique plus efficace. Ainsi, bien avant les annonces du Grenelle de l'environnement et ses renoncements successifs, les Régions françaises se sont mobilisées pour un développement durable dans les faits, en mettant en œuvre concrètement des politiques de préservation de la biodiversité, de développement des transports collectifs, de soutien à une agriculture respectueuse de l'environnement.

Derrière l'attaque frontale contre les collectivités locales, c'est ce mouvement positif de démocratisation du pays qui est aujourd'hui mis à mal par « l'hyper-présidence », avec les guillemets de rigueur et les guillemets de la rigueur.

La politique du gouvernement vise aujourd'hui à étouffer financièrement les collectivités locales et à promouvoir le Grand Paris. C'est bien une politique de recentralisation à marche forcée. Ce n'est pas l'« hyper-présidence », c'est un sous-projet pour le pays qui nous vise aujourd'hui.

Après ces quelques éléments de contexte, revenons vers le débat d'orientation budgétaire.

C'est le deuxième débat d'orientation budgétaire de notre mandature, l'heure de réaffirmer le sens de notre mandat. Ce débat annonce un budget qui s'attaque aux difficultés. Un budget de réponse positive et volontaire à la crise.

Le questionnement qui nous intéresse, c'est celui de la portée des interventions de notre collectivité.

Pour cela, il est nécessaire de poser un diagnostic avant de proposer un remède.

Notre vision, c'est celle d'une région où les chiffres du chômage continuent de progresser, nous éloignant de la moyenne nationale. Certes, il y a des disparités, certains bassins d'emploi restent plus dynamiques que d'autres mais, il n'en reste pas moins que la Picardie a subi plus durement que d'autres les effets de la crise économique. Souvenez-vous de la litanie des fermetures de sites, d'usines et de dépôts de bilan ces dernières années.

C'est pourquoi, il ne peut pas y avoir d'autre priorité, pour notre région, que l'emploi. C'est affirmé dans le document d'orientation budgétaire, c'est la conviction que nous partageons. L'emploi, la région le traite, doit le traiter par un biais indirect : l'innovation, bien sûr, sur le long terme, mais surtout la formation professionnelle, l'apprentissage, les lycées, l'accès aux études. En tenant compte des urgences, bien sûr, mais également en regardant plus loin, il nous faut engager la transformation écologique de notre territoire. Etre à la hauteur des enjeux sociaux et climatiques auxquels nous faisons face. Former les Picards aux exigences et aux métiers de demain. En un mot, prendre notre part dans la relocalisation de l'économie. Ca passe par la réduction des distances, entre ceux qui produisent et ceux qui consomment. Ca passe par l'enracinement dans nos territoires des filières de production des biens et des services.

Nous devons inciter et encourager les acteurs, particuliers et entreprises, à respecter les milieux, à les protéger, dans certains cas, à contribuer à leur reconquête. Ca vaut pour l'eau, l'air, les sols.

Nous voulons une éco-région solidaire. Donnons en nous les moyens. Un des moyens, c'est la critérisation. Chacune de nos interventions doit être soupesée à l'aune de ces objectifs : le projet est-il à la hauteur des enjeux climatiques ? Le projet permet-il de réduire la fracture entre les territoires, les bassins de vie, les populations ?

Evidemment, la solidarité s'impose à nous, la responsabilité est partagée. Soyons exigeants avec nos partenaires, entreprises, associations, collectivités.

Faisons passer ce message : Soyez solidaires, nous le serons à vos côtés !

Des outils existent ou sont en gestation. Le Plan Climat Energie, le SRADDT, les Directives Régionales d'Aménagement, l'Agenda 21. Ils doivent donner toute leur mesure dans un avenir proche. Ils doivent former le cadre dans lequel s'inscrivent nos politiques.

Enfin, nous ne ferons pas l'économie d'évaluer, méthodiquement, chacun des dispositifs. De les passer tous au crible de nos exigences. Avec un questionnement en tête : Est-il adapté aux enjeux ? Concourt-il à la réalisation de nos objectifs ? Est-il l'instrument le plus à même de répondre aux défis qui nous sont lancés ?

Les missions qui nous sont confiées, les transports collectifs, la formation, le développement économique, sont des missions de long terme.

Pourtant, nous n'avons pas le temps. C'est aujourd'hui qu'il faut répondre aux drames de la précarité énergétique des logements. C'est aujourd'hui que nous devons une réponse au jeune qui se questionne sur son avenir. C'est aujourd'hui que des populations entières et des territoires sont fragilisés.

Nous devons leur envoyer un message : nous sommes mobilisés à vos côtés. Nous ne vous laisserons pas tomber.

Notre projet de majorité, c'est celui d'une région qui se bat et qui ne se résigne pas.

Elle est même exemplaire en matière de transport ferroviaire, tant en ce qui concerne la fréquentation des trains régionaux, le projet réaliste de raccordement ferré Picardie Roissy, l'innovation avec le pôle i-trans. Ceci est rendu possible par une politique d'investissement que notre région porte depuis le dernier mandat.

Elle est exemplaire pour ses réseaux de chaleur bois-énergie et dans la structuration d'une filière régionale sur le bois.

Elle est exemplaire en matière de soutien aux politiques de développement et de démocratisation dans les pays du Sud.

Elle est exemplaire dans sa politique de formation, qui va permettre aux Picards de voir leur formation prise en charge pour s'insérer dans les secteurs les plus tendus et où la région place des espoirs de développement.

C'est bien cette logique de projet que nous voulons continuer à porter pour cette région et au sein de cette majorité avec le groupe Europe Ecologie, avec des politiques publiques adaptées au territoire, et qui émanent du territoire car elles répondent aux initiatives des citoyens, des acteurs universitaires, sociaux et économiques.

Comptez sur les écologistes pour soutenir toutes les initiatives et tous les projets qui nous rapprochent de la vision qui est la notre d'une éco-région solidaire.

Je vous remercie.